



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Note trimestrielle de conjoncture dans l'UEMOA

Troisième trimestre 2010



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Sogué DIARISSO

*Directeur de la Recherche
et de la Statistique*

Email : courriers.drs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Département des Etudes Economiques et de la Monnaie

Direction de la Recherche et de la Statistique

Service de la Statistique

NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DANS L'UEMOA ^(*)

()Publiée deux mois après la fin du trimestre sous revue.*

Table des matières

AVANT-PROPOS.....	3
PRINCIPAUX MESSAGES.....	4
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	5
1.1 – Activité économique dans le monde	5
1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services.....	5
1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires.....	5
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières.....	6
1.3 – Marchés financiers mondiaux.....	8
1.3.1 - Taux de change des principales devises.....	8
1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux.....	8
II - CONJONCTURE INTERNE.....	9
2.1 – Secteur réel.....	9
2.1.1 - Activité économique.....	9
2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité.....	12
2.2 – Finances Publiques.....	16
2.3 – Secteur extérieur.....	16
2.4 – Secteur monétaire et financier.....	17
2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union.....	17
2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union.....	17
2.4.3 - Evolution du marché monétaire.....	19
2.4.4 - Evolution du marché financier.....	20
2.4.5 - Evolution des conditions monétaires.....	20
III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES.....	22
3.1 – Principales hypothèses.....	22
3.2 – Perspectives d'inflation et de compétitivité.....	22
ANNEXES.....	24

AVANT-PROPOS

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public, la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La note est centrée sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture internationale et interne. La majeure partie des informations sur la conjoncture interne sont collectées sur la base d'enquêtes réalisées par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

PRINCIPAUX MESSAGES

L'**activité économique mondiale** au troisième trimestre 2010 a été caractérisée par un ralentissement de la croissance dans les principaux pays industrialisés, notamment aux Etats-Unis, en Chine et dans la Zone euro.

Au plan interne, la **conjoncture économique** dans les Etats membres de l'UEMOA a enregistré un léger ralentissement au troisième trimestre 2010 par rapport aux deux derniers trimestres. Cette contre-performance est essentiellement imprimée par les évolutions constatées dans le secteur industriel et celui du commerce.

Le niveau général des **prix à la consommation dans l'UEMOA** est ressorti en décélération, en rythme annuel au troisième trimestre 2010, en rupture avec la tendance observée depuis le début de l'année. En effet, le taux d'inflation dans l'UEMOA s'est établi, en glissement annuel, à 1,3% en septembre 2010 contre 1,7% en juin 2010.

La **position concurrentielle de l'Union**, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel (TCER) indique un gain de compétitivité pour les économies de la Zone UEMOA au troisième trimestre 2010. En effet, le TCER enregistre un recul de 8,2%, en glissement annuel, au troisième trimestre 2010, consolidant la dynamique baissière constatée depuis le premier trimestre 2010.

Au plan de la **politique monétaire**, la Banque Centrale a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidités dans le cadre de ses adjudications régionales. En effet, elle a poursuivi ses opérations hebdomadaires et mensuelles d'injection de liquidités sur le marché monétaire.

Les **conditions de banque** ont été marquées par une hausse des taux d'intérêt débiteurs au niveau de l'Union au troisième trimestre 2010. Les taux d'intérêt débiteurs, hors prêts au personnel des banques, se sont situés en moyenne à 8,55% au troisième trimestre contre 8,26% au trimestre précédent. Les taux des facilités de trésorerie accordés aux entreprises et ceux des crédits immobiliers ont été les principales catégories à l'origine de cette hausse des taux. En revanche, bien que les crédits de consommation restent les plus chers, les taux qui leurs sont assortis ont diminué de 60 points de base au cours du trimestre.

En perspective, la tendance baissière des prix à la consommation devrait se poursuivre, le taux d'inflation étant attendu à 1,2% en glissement annuel à fin décembre 2010, en liaison essentiellement avec le repli des prix des céréales locales au dernier trimestre. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle dans l'UEMOA, s'établirait à 1,0% en 2010 contre 0,4% en 2009.

I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 – Activité économique dans le monde

La reprise de l'activité économique mondiale notée depuis le dernier trimestre 2009 enregistre un coup de frein, du fait du ralentissement de la croissance dans certains pays industrialisés. En effet, **aux Etats-Unis**, le taux de croissance du Pib trimestriel ressortirait, en glissement annuel à 2,0% au troisième trimestre après 1,7% au deuxième trimestre 2010, alors qu'il avoisinait 4,0% au premier trimestre 2010.

En Chine, la croissance économique a continué à décélérer au troisième trimestre 2010. En effet, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 9,6% en base annuelle entre juillet et septembre, en ralentissement comparativement aux niveaux de 11,9% et de 10,3% enregistrés respectivement au premier et au deuxième trimestre 2010. En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année, le PIB a progressé de 10,6%.

Dans la **Zone euro**, la croissance du PIB devrait également ralentir et la hausse des exportations devrait être de moindre ampleur qu'au premier semestre du fait du repli de la demande dans les pays émergents.

En revanche, **au Japon**, après le net ralentissement du PIB enregistré au deuxième trimestre 2010 à 0,4%, les enquêtes et les statistiques publiées laissent supposer un redressement possible de la croissance à 0,8% au troisième trimestre 2010. Cette embellie de la croissance est en liaison avec l'accélération des ventes de véhicules automobiles avant l'expiration du dispositif d'aide à l'achat de véhicules qui devait intervenir en septembre 2010. Par contre, la croissance des exportations a marqué le pas du fait du tassement des échanges internationaux de marchandises, et dans une moindre mesure de l'appréciation du yen.

1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services

1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires

Hausse du taux d'inflation dans la Zone euro.

Le taux d'inflation dans la Zone euro s'est inscrit en hausse au troisième trimestre 2010, passant de 1,4% à fin juin 2010 à 1,8% à fin septembre 2010. La hausse des prix est imprimée essentiellement par le renchérissement des carburants, du gaz, des combustibles liquides, des légumes et du tabac. Aux Etats-Unis, le taux d'inflation est ressorti à 1,1% à fin septembre 2010, stable par rapport à son niveau de juin 2010.

Dans les pays environnants de l'Union, l'orientation baissière des prix s'est poursuivie au Ghana, tandis qu'une accélération de l'inflation a été observée au Nigeria. Au Ghana, le taux d'inflation en glissement annuel est ressorti à 9,4% à fin septembre 2010, contre 9,5% à fin juin et 13,3% à fin mars 2010. Cette tendance baissière de l'inflation au Ghana, observée depuis plus d'un an est liée notamment à une meilleure maîtrise des dépenses publiques. Au Nigeria, le taux d'inflation s'est accru, passant de 10,3% à fin juin 2010 à 13,6% à fin septembre 2010.

Tableau 1 : Inflation dans les pays partenaires							
	Moyenne (en %)		Glissement annuel (en %)				
	2009	Proj 2010	Sept -09	juin-10	juil-10	août-10	sept-10
Zone euro	0,3	1,6	-0,3	1,4	1,7	1,6	1,8
Etats-Unis	-0,3	1,4	-1,3	1,1	1,2	1,2	1,1
Japon	-1,4	-1,6	-2,2	-0,7	-0,9	-0,9	-0,6
Ghana	19,3	10,6	18,4	9,5	9,5	9,4	9,4
Nigeria	12,4	11,9	10,4	10,3	13,0	13,7	13,6
UEMOA	0,4	1,0	-0,9	1,7	1,3	1,5	1,3

Sources : FMI, INS, BCEAO

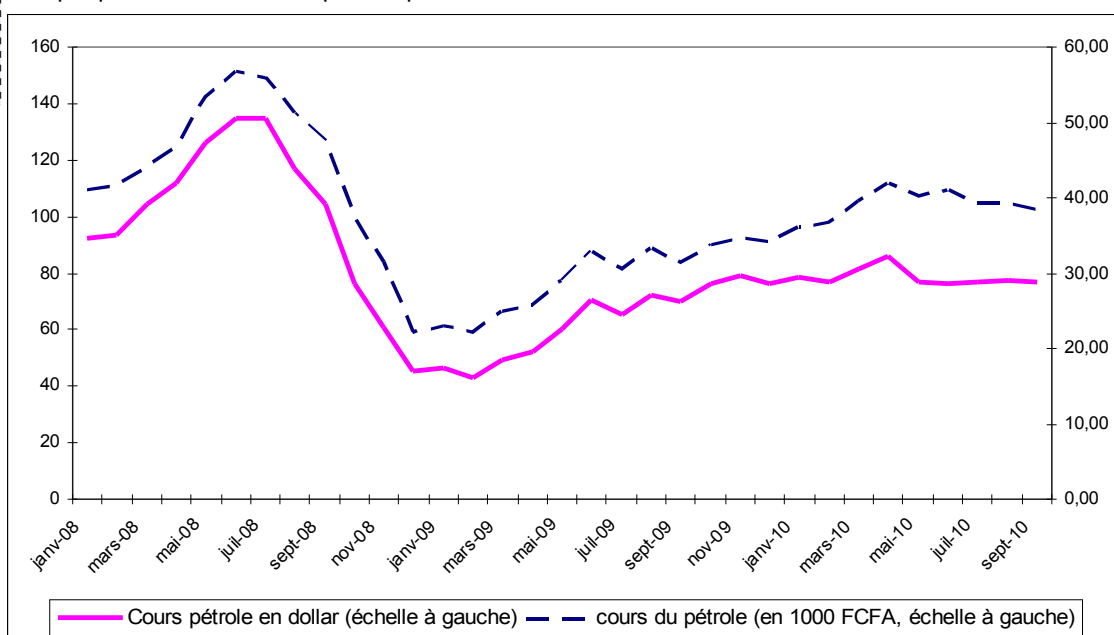
Les projections du FMI tablent sur une remontée du taux d'inflation en moyenne dans les pays avancés à 1,4% en 2010 contre 0,1% en 2009. En revanche, dans les pays de l'Afrique subsaharienne, la hausse du niveau général des prix est projeté en moyenne à 7,5% en 2010 contre 10,4% en 2009.

1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières

Baisse des cours du baril de pétrole brut contre une progression des cours des denrées alimentaires, notamment du blé et du sucre.

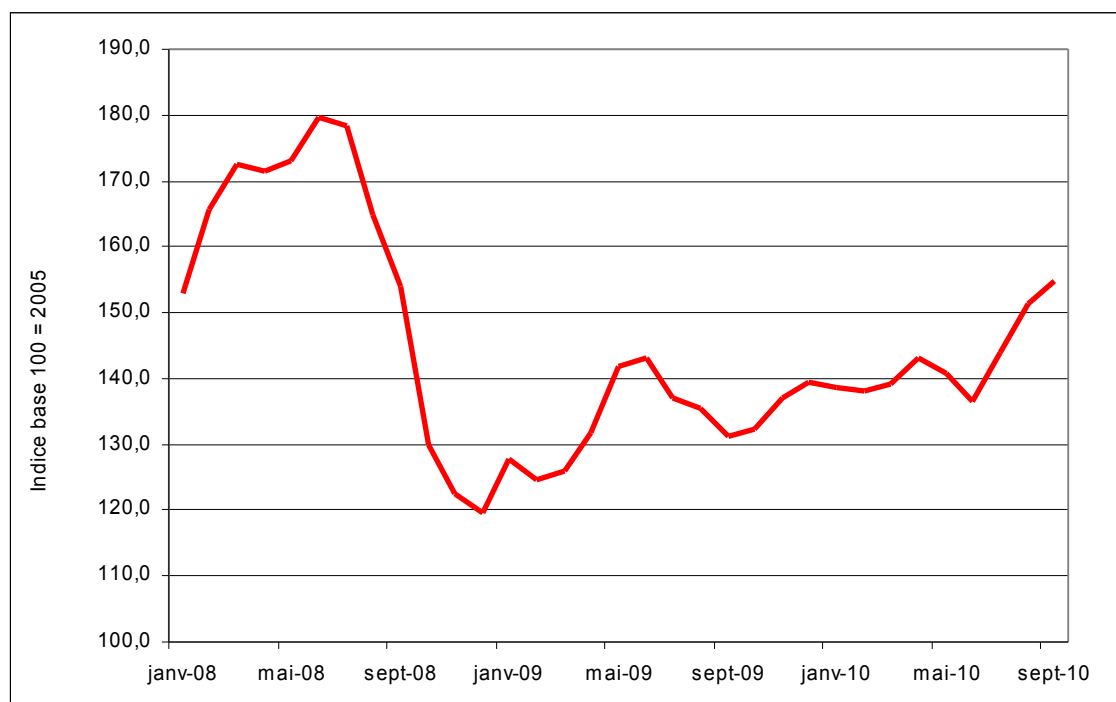
Les cours du pétrole brut exprimés en dollars ont baissé au troisième trimestre 2010.

Graphique 1 : Evolution du prix du pétrole brut



En effet, les cours se sont situés à 76,9 dollars au troisième trimestre 2010 contre 79,7 dollars au trimestre précédent, soit un repli de 3,6%. Cette tendance baissière est relevée également pour les cours exprimés en franc CFA, qui ont enregistré une baisse, en moyenne de 1,5% au troisième trimestre 2010. S'agissant des cours internationaux des produits alimentaires, ils ont enregistré une hausse de 7,1% au troisième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent, imprimée par le renchérissement du blé (34,1%) et du sucre (14,7%).

Graphique 2 : Evolution de l'indice des produits alimentaires du FMI



La hausse des cours du blé est liée à la baisse de la production en Russie induite par la sécheresse. Par ailleurs, la suspension des exportations décidée en Russie et en Ukraine a alimenté les spéculations sur les marchés internationaux du blé.

Niveau record des cours du coton. Baisse attendue des cours du cacao en liaison avec la hausse de la production de cacao en Côte d'Ivoire.

En ce qui concerne les produits exportés par l'Union, les cours du coton sont restés bien orientés au troisième trimestre 2010, alors qu'une détente des prix du cacao a été enregistrée. Les cours du coton ont progressé de 15,7% en septembre 2010, en raison des perspectives de baisse de la production induite par les inondations en Chine et au Pakistan. En outre, selon « l'US Department of Agriculture », la consommation mondiale de coton fibre est attendue en hausse et devrait être supérieure de 15% à la production.

En revanche, les cours du cacao qui avaient atteint des sommets au cours de la période récente sont en baisse de 6,4% en septembre 2010. Cette évolution est liée aux bonnes perspectives de récoltes en Côte d'Ivoire en 2010 par rapport à 2009.

Tableau 2 : Evolution des cours des principaux produits d'exportations de l'UEMOA								
	Cours	sept-09	juin-10	juil-10	août-10	sept-10	Variations (en %)	
							Un mois	Un an
Cours du café Robusta	OICC en cents par livre	73,0	75,8	84,2	81,5	80,0	-1,8	9,6
Cours du cacao	OICC en cents par livre	142,6	146,5	146,5	139,3	130,4	-6,4	-8,5
Cours du coton	N.Y. 2è en cents par livre	64,1	93,4	95,7	90,5	104,7	15,7	63,5
Cours du caoutchouc	IRA en cents-euro/Kg	147,1	244,4	234,8	249,5	263,8	5,7	79,4

Sources : Reuters, BCEAO

1.3 – Marchés financiers mondiaux

1.3.1 - Taux de change des principales devises

Appréciation de l'euro, de la livre sterling et du Yen japonais par rapport au dollar des Etats-Unis

Le dollar des Etats-Unis s'est déprécié au cours du troisième trimestre 2010, par rapport aux principales devises en liaison avec les inquiétudes sur la croissance américaine.

	Cours au 30 sept. 2010	Cours au 30 juin 2010	Cours au 30 sept. 2009	Variation 3è trimestre	Variation sur un an	Variation sur 2010 *
EURO en DOLLAR US	1,3648	1,2238	1,4640	11,5	-6,8	-4,7
LIVRE STERLING en DOLLAR US	1,5872	1,4945	1,5982	6,2	-0,7	-1,8
DOLLAR US en YEN japonais	83,29	88,43	89,70	-5,8	-7,1	-10,5

Sources : Reuters, BCEAO

* cours 30/09/2010 comparé au 31/12/2009

S'agissant de l'euro, le marché semble avoir apprécié positivement les différentes actions menées en vue de ramener la confiance dans le système bancaire et financier européen après la crise des dettes souveraines de plusieurs pays de la Zone euro. En effet, après la mise en place du mécanisme et du Fonds européen de stabilité financière (FESF), pour un montant potentiel de 750 milliards d'euros, et la décision de renforcer la gouvernance économique européenne, l'Europe a réalisé le test sur la solidité du système bancaire qui s'est révélé concluant¹. Ces actions ont contribué à limiter le risque perçu par les marchés sur la Zone euro et expliquent, en partie, l'appréciation de 11,5% de la devise européenne par rapport au dollar des Etats-Unis au cours du troisième trimestre 2010.

1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux

Une bonne tenue de l'activité des principales places boursières internationales.

Après les craintes du marché du trimestre précédent, les principales places boursières européennes et américaines affichent une embellie au troisième trimestre 2010. En effet, elles ont enregistré une hausse de leurs indices au cours de la période sous revue.

		Cours au 30/09/2010	Cours au 30/06/2010	Cours au 30/09/2009	Variation 3è trimestre	Variation sur un an	Variation sur 2010 *	Variation sur 2009
S&P 500	USA	1 141,2	1 030,7	1 057,1	10,7	8,0	2,3	23,5
Dow Jones Industrial	USA	10 594,8	9 774,0	9 712,3	8,4	9,1	1,6	18,8
EuroStoxx 50	Zone euro	2 747,9	2 573,3	2 872,6	6,8	-4,3	-7,4	21,0
FOOTSIE 100	Grande Bretagne	5 548,6	4 916,9	5 133,9	12,8	8,1	2,5	22,1
NIKKEI 225	Japon	9 369,4	9 382,6	10 133,2	-0,1	-7,5	-11,2	19,0
HANG SENG	Hong Kong	22 358,2	20 129,0	20 955,3	11,1	6,7	2,2	52,0
Nigeria Stock Exchange	Nigéria	23 050,6	25 409,0	22 065,0	-9,3	4,5	10,7	-33,8

Sources : Reuters, BCEAO

* cours 30/09/2010 comparé au 31/12/2009

¹ Conformément aux conclusions du Conseil européen des 17 et 18 juin 2010, l'exercice de "stress test" qui a porté sur 91 groupes bancaires européens, avait pour objectif d'évaluer la résistance du système bancaire européen en cas de dégradation très importante de l'environnement économique en 2010 et 2011.

Cette bonne tenue des marchés boursiers s'explique aussi par les introductions en bourse dont les statistiques publiées indiquent des signes de reprise au 3^{ème} trimestre 2010. En particulier, au cours de la période sous revue, 85 introductions sur le marché ont été réalisées en Europe pour un montant total de fonds levés de 2.474 millions d'euros, soit le double du montant levé au troisième trimestre 2009.

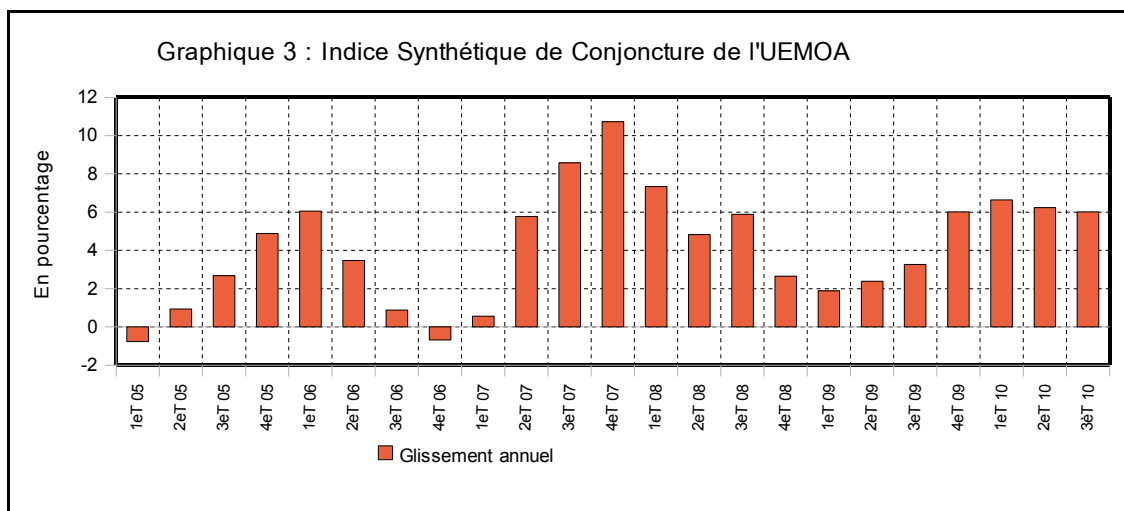
II - CONJONCTURE INTERNE

2.1 – Secteur réel

2.1.1 - Activité économique

Conjoncture économique moins favorable dans l'UEMOA au 3ème trimestre 2010 par rapport au second trimestre.

L'activité économique, appréciée par l'Indicateur Synthétique de Conjoncture (ISC), a enregistré un léger ralentissement dans les Etats membres de l'UEMOA au troisième trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Cette contre-performance est essentiellement imprimée par les évolutions constatées dans l'industrie et le commerce.

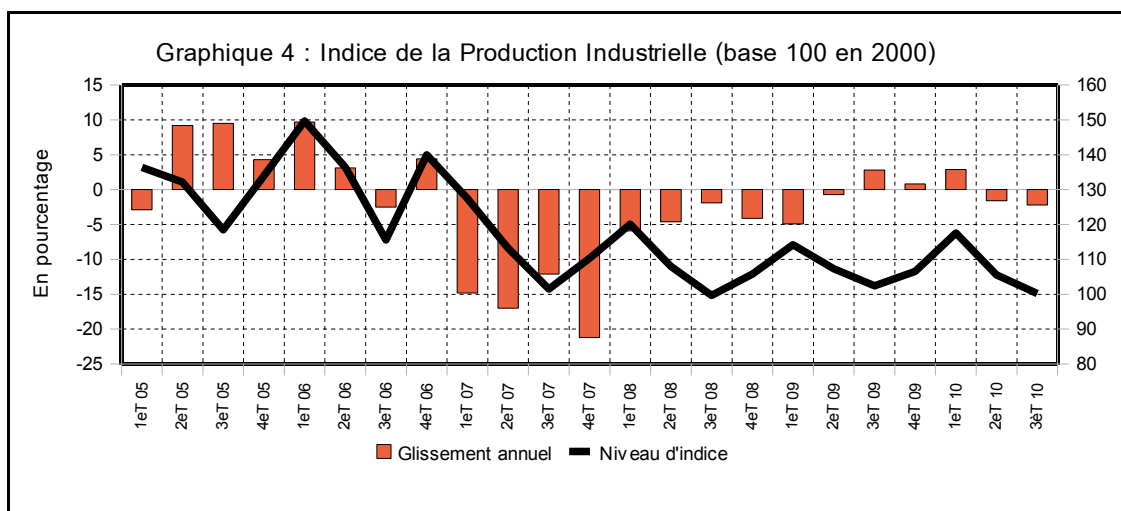


a) Activité industrielle

Léger repli de la production industrielle au cours de la période sous revue, dû aux activités extractives et manufacturières.

L'indice de la production industrielle dans l'UEMOA s'est replié, en glissement annuel, au cours du troisième trimestre 2010, poursuivant la tendance enregistrée au cours du trimestre précédent. En effet, la production industrielle est ressortie en repli de 2,2% au troisième trimestre 2010, après le recul de 1,6% au deuxième trimestre 2010. Cette situation est due à la contre-performance relevée dans les industries extractives (-8,8%) et manufacturières (-0,2%).

La diminution de l'activité des industries extractives est liée au manque de dynamisme des activités d'extraction de pétrole brut et gaz naturel en Côte d'Ivoire (-16,4%) et de l'or au Mali (-31,2%).



S'agissant de la production manufacturière, elle enregistre, à l'exception du Burkina et du Sénégal, un repli dans tous les pays de l'Union, dû essentiellement aux contre-performances enregistrées dans les unités de production de produits à base de tabac (-5,9%).

Tableau 5 : Variation de l'indice de la production industrielle au troisième trimestre 2010							
	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	2eT 2010	3eT 2010	3eT 2009	2eT 2010	3eT 2010	2009	2010 (*)
Bénin	-4,1	0,8	-19,4	-9,5	-2,8	-21,1	-2,3
Burkina	-36	-15,7	25,2	-7,4	10,7	0,8	2,5
Côte d'Ivoire	2,1	-2,6	7,9	-1,0	-4,7	3,6	-4,4
Guinée-Bissau	-5,8	-10,2	-20,2	14,4	-3,9	-10,7	7,6
Mali	-46,2	-21,8	11,1	-4,3	-19,0	-7,0	9,2
Niger	2,9	-0,8	-16,0	29,7	27,5	-8,4	30,6
Sénégal	2,8	-5,2	-5,5	-5,0	1,7	1,7	-2,0
Togo	-12,2	5,8	-2,3	0,9	0,9	-2,1	2,2
UEMOA	-10,2	-5,1	2,8	-1,6	-2,2	-0,7	-0,2

Sources : BCEAO

* moyenne sur les neuf mois de l'année

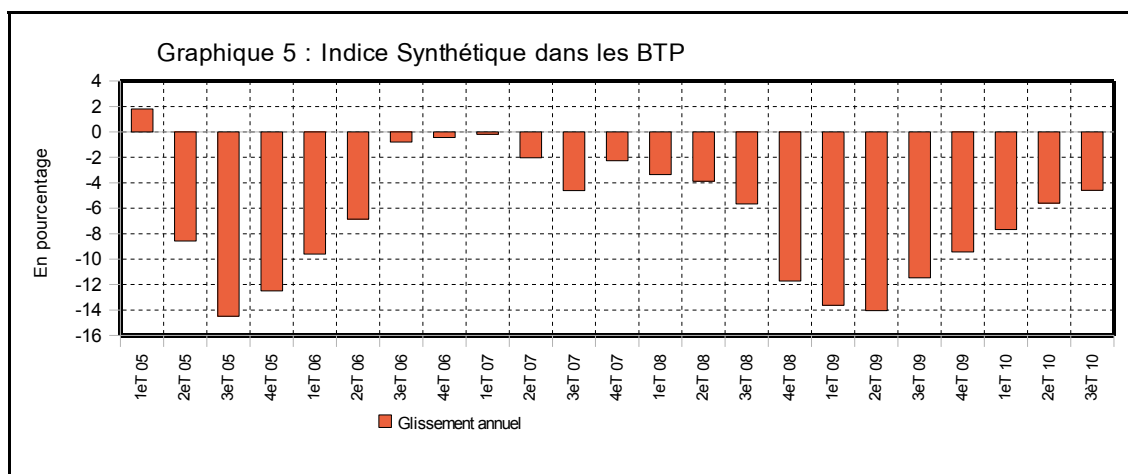
L'indice de la production industrielle a baissé de 19,0% au Mali, 4,7% en Côte d'Ivoire, 3,9% en Guinée-Bissau et de 2,8% au Bénin. En revanche, l'indicateur a progressé de 27,5% au Niger, 10,7% au Burkina, 1,7% au Sénégal et de 0,9% au Togo.

b) Bâtiments et travaux publics

Baisse de l'activité dans les BTP dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau, du Mali et du Niger où elle s'est améliorée.

De l'avis des chefs d'entreprise, la baisse en variation annuelle de l'activité dans les BTP s'est atténuée au troisième trimestre 2010. Cette situation est en rapport avec le repli moins prononcé enregistré dans les nouveaux contrats, les reprises de chantiers et les mises en chantier.

L'activité dans les BTP demeure toutefois morose dans tous les pays de l'UEMOA, à l'exception de la Guinée-Bissau, du Mali et du Niger où un dynamisme a été relevé.



c) Activité commerciale

Ralentissement de l'activité dans le secteur du commerce

L'activité commerciale a ralenti au troisième trimestre 2010. En effet, en variation annuelle, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail s'est situé à 7,7% au troisième trimestre 2010 contre 11,5% au trimestre précédent. Cette évolution est imputable à la décélération des ventes des denrées alimentaires et des produits pharmaceutiques. En revanche, le chiffre d'affaires a progressé pour les ventes d'articles d'équipement de la personne, du logement et des produits pétroliers.

Tableau 6 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) au troisième trimestre 2010

	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	2eT 2010	3eT 2010	3eT 2009	2eT 2010	3eT 2010	2009	2010 (*)
Bénin	5,0	-10,5	-26,2	1,7	-9,8	-17,7	-1,3
Burkina	25,1	-0,9	6,4	12,7	3,2	-0,1	3,5
Côte d'Ivoire	6,0	-3,7	0,2	13,3	3,6	1,6	8,3
Guinée-Bissau	10,2	-8,9	-36,5	-14,9	-6,4	-13,7	-11,4
Mali	24,3	-4,6	7,6	14,5	7,2	-6,5	3,2
Niger	14,0	10,9	0,1	5,6	33,0	7,9	16,2
Sénégal	9,0	8,9	-19,4	19,1	24,3	-17,8	15,6
Togo	12,4	3,6	-7,8	-1,7	-1,7	-8,4	-6,9
UEMOA	10,3	-0,4	-4,5	11,5	7,7	-4,5	6,9

Sources : BCEAO

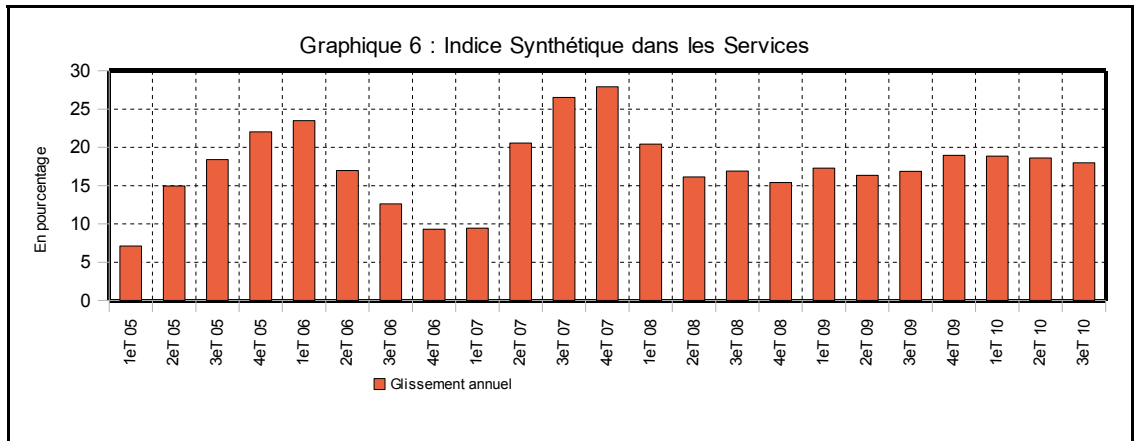
* moyenne sur les neuf mois de l'année

Au troisième trimestre 2010, il est enregistré, en glissement annuel, une hausse du volume des transactions commerciales dans tous les pays de l'Union, sauf au Bénin, en Guinée-Bissau et au Togo. En effet, l'accroissement de l'indice du chiffre d'affaires est ressorti à 33,0% au Niger, 24,3% au Sénégal, 7,2% au Mali, 3,6% en Côte d'Ivoire et 3,2% au Burkina. Par contre, il a affiché un repli de 9,8% au Bénin, 6,4% en Guinée-Bissau et est en baisse de 1,7% au Togo.

d) Services marchands

Hausse du volume des prestations de service, toutefois moins soutenue qu'au second trimestre

L'activité économique dans les services marchands s'est accrue en glissement annuel au troisième trimestre, à un rythme toutefois moindre comparé au trimestre précédent. La hausse de l'activité est imputable au dynamisme des branches «Transports, entreposage et communication» et «Intermédiation financière».



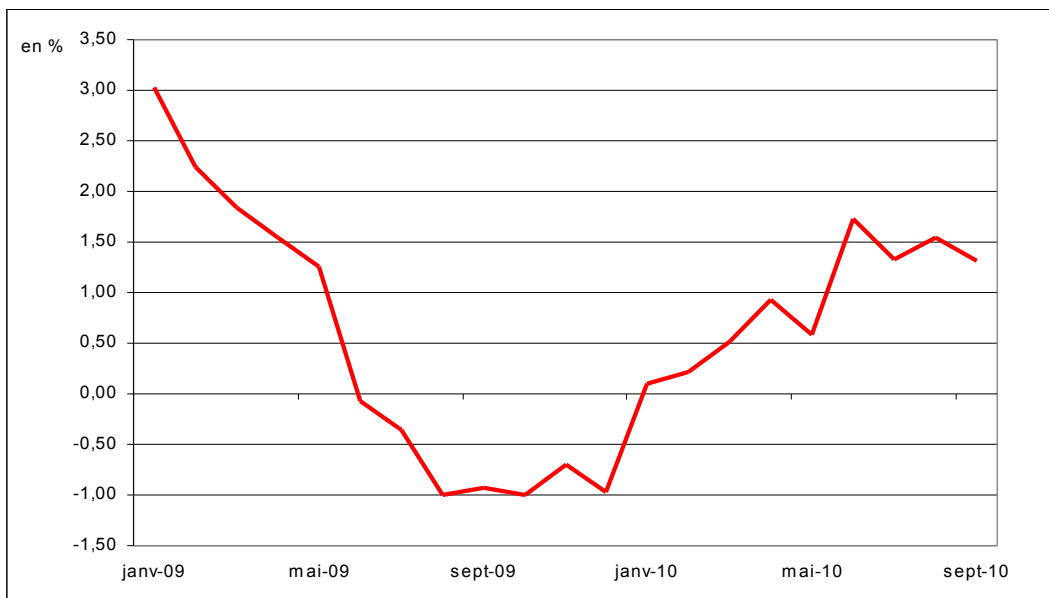
Le volume des prestations dans les services marchands est en hausse en glissement annuel², en Côte d'Ivoire, au Burkina, au Niger, au Togo et au Sénégal. Par contre, la conjoncture économique dans les services marchands s'est détériorée en Guinée-Bissau et est restée inchangée au Bénin et au Mali.

2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité

Taux d'inflation en glissement annuel de l'UEMOA en baisse au troisième trimestre 2010.

En rupture avec la tendance observée depuis le début de l'année, le taux d'inflation est ressorti en baisse au troisième trimestre 2010. En effet, le taux d'inflation s'est établi, en glissement annuel, à 1,3% à fin septembre 2010 contre 1,7% en juin 2010. La décélération de l'inflation dans l'Union résulte des anticipations de hausse de la production vivrière à la faveur d'une bonne pluviométrie dans la plupart des pays

Graphique 7 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

2 Ces évolutions sont évaluées à travers les variations d'indicateurs de soldes d'opinions. Une évolution n'est jugée significative que si elle est supérieure en valeur absolue à 5.

La hausse des prix des denrées alimentaires est la principale source d'inflation dans l'UEMOA.

La composante « Alimentation » avec une contribution de 1,2 point de pourcentage demeure la principale source de la hausse des prix à fin septembre 2010. L'évolution de la fonction « Alimentation » est liée essentiellement au renchérissement des légumes et des tubercules dans la plupart des pays, ainsi que des produits de la pêche au Sénégal.

La rubrique « Transport » a contribué à hauteur de 0,4 point de pourcentage à l'inflation à fin septembre 2010. L'évolution de cette composante est liée au renchérissement, en glissement annuel, des produits pétroliers induit par la remontée des cours du pétrole brut. En variation annuelle, la hausse des cours mondiaux du pétrole brut exprimés en francs CFA s'est située à 22,5% à fin septembre 2010.

Ainsi, les prix de l'essence super et gasoil dans l'UEMOA se sont accrus respectivement de 7,8% et 8,5% à fin septembre 2010.

Tableau 7: Contributions à l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en points de pourcentage)					
Fonctions	sept-09	juin-10	juil-10	août-10	sept-10
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	-0,1	1,6	1,2	1,1	1,2
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Logement	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1
Ameublement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Transport	-0,6	0,3	0,2	0,4	0,4
Communication	-0,4	-0,5	-0,2	-0,3	-0,5
Loisirs et culture	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,1	0,3	0,3	0,3	0,2
Autres biens	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Ensemble	-0,9	1,7	1,3	1,5	1,3

Sources : BCEAO, INS

En revanche, la composante communication a atténué la progression des prix de 0,5 point de pourcentage. La plus importante baisse des prix des communications téléphoniques a été observée au Burkina (-36,7%), en liaison notamment avec la reprise de Zain Burkina par le groupe Bharti Airtel.

Les taux d'inflation les plus élevés sont observés en Guinée-Bissau (3,4%) et au Sénégal (2,8%), en rapport avec les tensions sur les prix des légumes, des produits de la pêche et des carburants. En revanche, une diminution des prix est enregistrée au Burkina (-1,5%) et au Togo (-0,3%), en liaison avec le repli des coûts des communications téléphoniques et la baisse des prix des céréales. Le taux d'inflation en glissement annuel à fin septembre 2010 se situe à 0,5% au Niger, 0,7% au Mali, 1,6% au Bénin et 1,7% en Côte d'Ivoire.

Tableau 8: Taux d'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en pourcentage)					
Pays	sept-09	juin-10	juil-10	août-10	sept-10
Bénin	-0,7	4,7	0,4	1,0	1,6
Burkina	-1,8	0,7	-1,7	-1,1	-1,5
Côte d'Ivoire	0,0	1,8	1,8	2,0	1,7
Guinée-Bissau	-3,9	1,3	1,3	3,2	3,4
Mali	2,1	2,1	0,1	1,2	0,7
Niger	-0,6	1,6	2,2	1,2	0,5
Sénégal	-4,8	1,4	2,3	2,2	3,0
Togo	2,4	0,8	1,6	1,5	-0,3
UEMOA	-0,9	1,7	1,3	1,5	1,3

Sources : BCEAO, INS

L'analyse de l'évolution de l'inflation selon l'origine géographique des biens et services montre que la hausse du taux d'inflation demeure essentiellement imputable aux prix des produits locaux. La progression des prix s'est située à 1,7% à fin septembre 2010 pour les biens produits localement, en rapport avec le renchérissement des denrées alimentaires, notamment les produits de la pêche et les légumes.

Les composantes « Produits locaux » et « Produits importés » ont contribué respectivement pour 1,1 point et 0,2 point de pourcentage à l'inflation, en glissement annuel, à fin septembre 2010.

Tableau 9 : Inflation selon l'origine des produits							
	Composantes	Pondération (en %)	sept -09	juin-10	juil-10	août-10	sept-10
Variations annuelles (en %)	Produits locaux	72,68	-0,1	2,3	1,7	2,0	1,5
	Produits importés	27,32	-3,0	0,2	0,5	0,5	0,7
	Inflation globale	100	-0,9	1,7	1,3	1,5	1,3
Contributions (en points de pourcentage)	Produits locaux	72,68	-0,1	1,6	1,2	1,4	1,1
	Produits importés	27,32	-0,8	0,1	0,1	0,1	0,2

Sources : BCEAO, INS.

Selon la nature des produits, hausse due essentiellement aux prix des biens.

La décomposition de l'indice des prix selon la nature des produits (biens ou services) indique que la progression des prix est imprimée principalement par celle des biens. La hausse des prix des biens s'est située à 2,1% à fin septembre 2010 contre 3,0% à fin juin 2010, en liaison notamment avec le renchérissement des carburants et des produits alimentaires.

Tableau 10 : Evolution des prix des biens et services						
	Composantes	Pondération (en %)	juin 2010	juil 2010	août 2010	sept 2010
Variations annuelles (en %)	Services	39,88	-0,2	0,2	0,6	0,2
	Biens	60,12	3,0	2,2	2,3	2,1
	Inflation globale	100	1,7	1,3	1,5	1,3
Contributions (en points de pourcentage)	Services	39,88	-0,1	0,1	0,2	0,1
	Biens	60,12	1,8	1,2	1,3	1,2

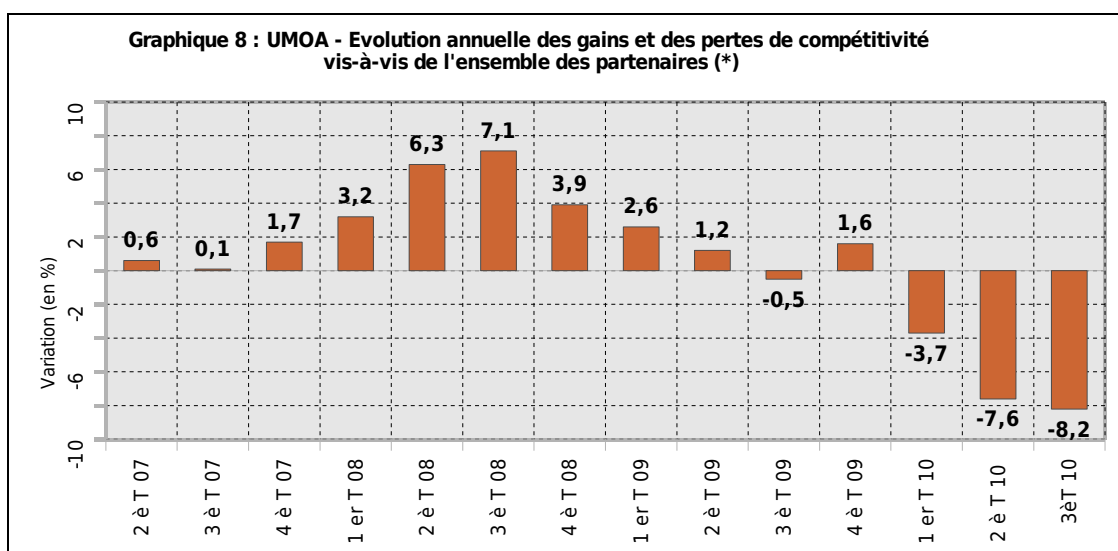
Sources : BCEAO, INS.

La hausse en glissement annuel des prix des services s'est établie à 0,2% à fin septembre 2010 contre une baisse de 0,2% à fin juin 2010. Cette évolution est liée au renchérissement en rythme annuel des coûts des transports, atténué par la baisse du coût des communications téléphoniques. Les prix des services et des biens ont contribué respectivement à hauteur de 0,1 point et 1,2 point de pourcentage à l'inflation en glissement annuel à fin septembre 2010.

Le taux d'inflation sous-jacente communautaire, mesuré par l'évolution de l'indice des prix hors produits frais et énergie, s'est inscrit en hausse. En glissement annuel, il est passé de 0,2% à fin juin 2010 à 0,4% à fin septembre 2010.

Gain de compétitivité pour l'UEMOA au troisième trimestre 2010.

L'évolution de la position concurrentielle de l'Union appréciée à partir de l'indice de taux de change effectif réel indique un gain de compétitivité pour les économies de la Zone UEMOA au troisième trimestre 2010. En effet, l'indice de taux de change effectif réel enregistre un recul de 8,2%, en glissement annuel, au troisième trimestre 2010, consolidant la dynamique baissière constatée depuis le premier trimestre 2010.



Sources : BCEAO.

(-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité.

Dépréciation du taux de change effectif nominal et différentiel d'inflation favorable à l'UEMOA.

Ce résultat s'explique par le différentiel d'inflation favorable à l'Union de 1,5 point de pourcentage, conforté par une dépréciation du taux de change effectif nominal de 6,8%.

Le gain de compétitivité est observé par rapport à tous les groupes de partenaires, excepté à l'égard des pays africains de la Zone franc. En effet, une dépréciation du taux de change effectif réel est enregistrée vis-à-vis des partenaires émergents (17,7%), des pays asiatiques (17,2%), des Etats environnants (14,7%) et des pays industrialisés pris globalement (2,6%). En particulier, une amélioration de la position concurrentielle de 0,2% est notée vis-à-vis de la Zone euro. En revanche, une perte de compétitivité est constatée vis-à-vis des pays africains de la Zone franc (0,1%).

Gain de compétitivité observé dans tous les pays de l'UEMOA.

Tous les pays de l'Union enregistrent un gain de compétitivité. L'amélioration de la position concurrentielle atteindrait 11,5% en Guinée-Bissau, 10,2% au Bénin, 8,5% au Niger, 8,4% au Sénégal, 8,1% au Togo, 7,8% au Mali, 6,5% au Burkina et 6,0% en Côte d'Ivoire.

Atténuation du déficit public des Etats de l'UEMOA au cours des trois premiers trimestres de 2010.

2.2 – Finances Publiques

L'exécution des opérations financières des Etats à fin septembre 2010 est caractérisée globalement par une atténuation des déficits publics, en liaison avec les effets conjugués de l'accroissement des recettes budgétaires et du recul des dépenses. Le déficit global, base engagements, hors dons, s'est chiffré à 890,0 milliards sur les neuf premiers mois de l'année 2010 contre 1.354,1 milliards sur la même période de l'année précédente.

Les recettes budgétaires totales des Etats membres de l'Union sont estimées, à fin septembre 2010, à 4.113,3 milliards contre 3.916,3 milliards un an plus tôt, en liaison avec les hausses respectives de 3,5% et 22,8% des recettes fiscales et non fiscales. Cette évolution est essentiellement imputable à la bonne tenue des taxes douanières et à la forte progression des revenus du domaine et des dividendes des produits financiers.

Quant aux dépenses et prêts nets, ils se sont repliés de 5,1%, en passant de 5.270,4 milliards à fin septembre 2009 à 5.003,4 milliards à fin septembre 2010. Cette situation est en relation avec la baisse des dépenses en capital. Toutefois, les investissements financés sur ressources internes se sont accrus de 24,9% en ressortant à 895,9 milliards à fin septembre 2010 contre 871,0 milliards un an auparavant.

2.3 – Secteur extérieur

L'évolution du commerce extérieur des pays de l'UEMOA s'est soldée au troisième trimestre 2010 par une accentuation du déficit de la balance commerciale de l'Union, aussi bien en rythme trimestriel qu'en glissement annuel.

En effet, en variation trimestrielle, le déficit commercial s'est aggravé, passant de 634,3 milliards au deuxième trimestre 2010 à 1.696,3 milliards au cours de la période sous revue, sous l'effet d'une baisse des exportations, couplée à une hausse des importations.

L'évolution des exportations, en rythme trimestriel, traduit une chute du volume des ventes extérieures, accentuée par la baisse des prix des principaux produits exportés (pétrole et cacao notamment). S'agissant de la facture des importations, elle s'est accrue de 10,1%, en liaison avec une hausse du volume atténuée par le repli des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Comparé à son niveau du même trimestre de l'année 2009, la balance commerciale a affiché une dégradation de 503,9 milliards, en liaison avec l'accroissement, en rythme annuel, des cours des produits importés. Cette orientation des cours résulte notamment de la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques, qui étaient à des niveaux relativement faibles en 2009, en raison de la baisse de la demande induite par la forte récession économique.

2.4 – Secteur monétaire et financier

2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union

Hausse de la masse monétaire en glissement annuel au deuxième trimestre 2010

La masse monétaire dans l'UEMOA s'est accrue à fin août 2010 comparée à fin juin 2010, poursuivant ainsi sa tendance haussière. En effet, elle a enregistré une progression de 0,8% pour se fixer à 11.294,3 milliards à fin août 2010 contre 11.210,2 milliards à fin juin 2010 et 9.498,2 milliards à fin août 2009.

Les dépôts à vue ont enregistré une baisse de 0,7% à 4.151, 1 milliards tandis que les dépôts à terme ont augmenté de 4,3% pour s'établir à 4.095,1 milliards au cours de la période sous revue

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont connu à fin août 2010 une diminution de 2,3% par rapport à fin juin 2010, pour se situer à 5.337,0 milliards. Cette évolution est liée à la baisse significative des avoirs extérieurs nets des banques. Ceux de la Banque Centrale ont, en revanche, progressé de 0,2%.

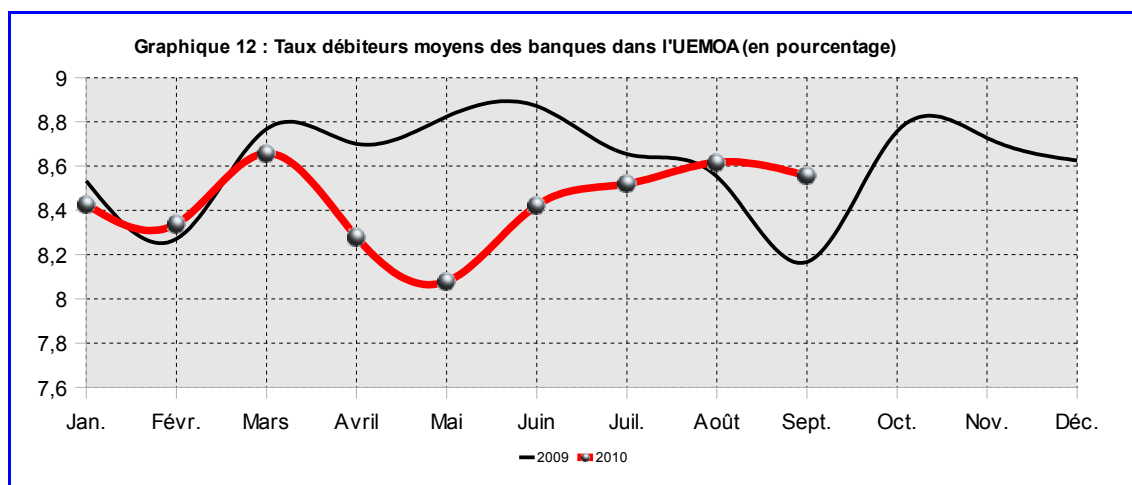
L'encours du crédit intérieur est ressorti à 7.831,4 milliards à fin août 2010 contre 7.513,7 milliards à fin juin 2010, en hausse de 2,7%. Cette situation traduit l'accroissement des concours au secteur privé de 2,7% et des créances nettes aux Etats de 10,5%. La progression des crédits à l'économie est attribuable à la hausse de 4,6% des crédits à moyen et long terme et de 1,3% des concours à court terme.

2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union

Hausse des taux d'intérêt débiteurs.

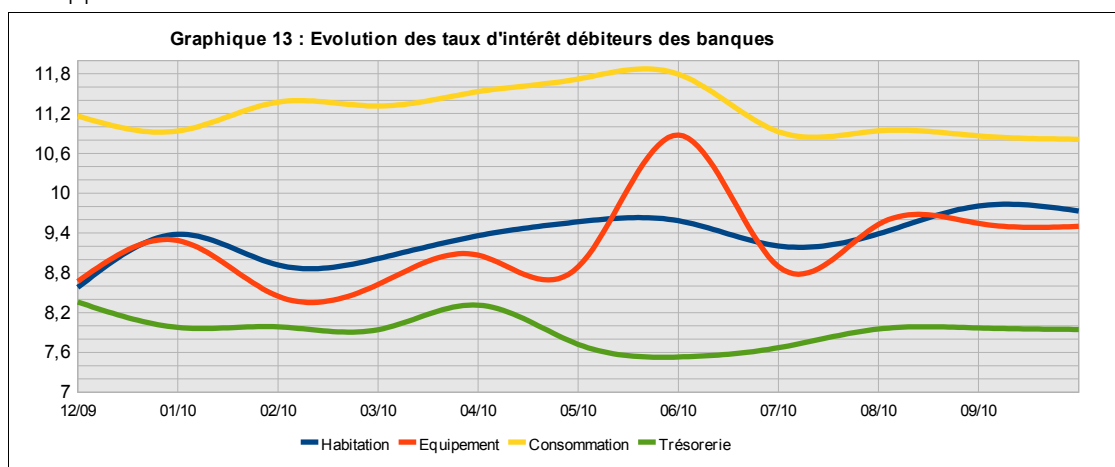
Les résultats de l'enquête sur les conditions des banques indiquent une remontée globale des taux d'intérêt débiteurs, notamment à partir de la fin du deuxième trimestre 2010. Le taux moyen pondéré par le volume des crédits mis en place, indicateur de référence de la BCEAO, s'est situé à 8,55% au troisième trimestre contre 8,26% au trimestre précédent, soit une hausse de 29 points de base.

Cette remontée des taux débiteurs des banques pourrait être mise en parallèle avec le durcissement des conditions sur le marché monétaire.



Les entreprises ont été la principale catégorie de la clientèle ayant subi cette hausse des taux. En effet, au cours du troisième trimestre 2010, le taux des facilités de trésorerie s'est accru de près de 31 points de base pour se chiffrer à 7,96%, après la baisse significative enregistrée au cours du trimestre précédent. Les crédits immobiliers ont également été accordés à des conditions plus onéreuses, le taux d'intérêt moyen s'étant accru de 19 points de base pour se situer à 9,64% au cours du troisième trimestre 2010. En revanche, bien que les crédits de consommation restent les plus chers (10,87% au troisième trimestre 2010), les taux qui leur sont appliqués ont diminué de 60 points de base au cours du trimestre.

Selon la maturité des concours, l'augmentation globale des taux au troisième trimestre a été observée principalement sur les crédits de moins de trois mois. En effet, les taux sur les crédits de moins d'un mois ont augmenté de 31 points de base pour se situer à 7,07%. Les taux appliqués aux crédits de maturité comprise entre un et trois mois ont également augmenté de 29 points de base pour se fixer à 7,79%. En revanche, les crédits de durée supérieure à un an sont apparus stables au cours du troisième trimestre.



S'agissant des taux créditeurs, les résultats de l'enquête montrent une quasi-stagnation par rapport au trimestre précédent. Sur la période sous revue, le taux créditeur moyen, pondéré par les dépôts effectués, s'est établi à 5,12% contre 5,11% au trimestre précédent.

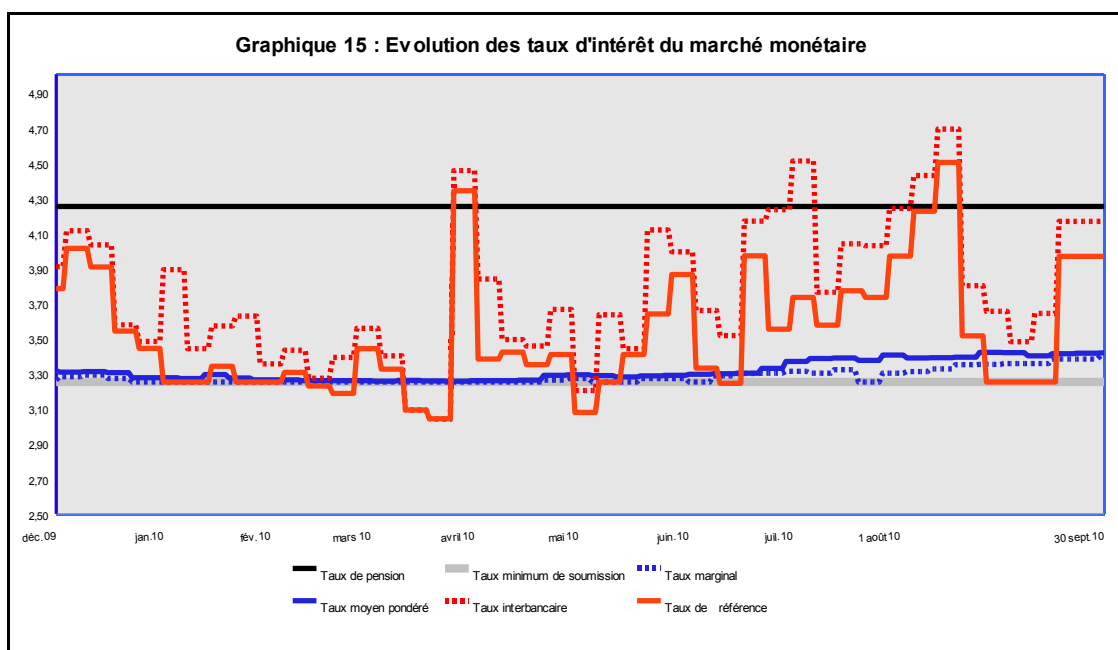
2.4.3 - Evolution du marché monétaire

Poursuite des opérations d'injections de liquidités, à échéance d'une semaine et un mois.

La liquidité bancaire a enregistré une hausse limitée au cours du troisième trimestre 2010. En outre, la demande de ressources sur le marché monétaire a continué de croître au cours du trimestre, amenant la BCEAO à poursuivre ses opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités, à échéance d'une semaine et d'un mois. Le montant hebdomadaire mis en adjudication, porté à 110 milliards depuis le mois d'avril 2010, a été maintenu au cours du troisième trimestre 2010.

Conformément aux orientations générales, les opérations d'injection ont été réalisées à taux variables et assorties d'un taux minimum de soumission inchangé par rapport aux trimestres précédents, soit 3,25%. L'évolution des indicateurs du marché fait apparaître une hausse des taux d'intérêt sur le guichet à une semaine, pour le deuxième trimestre consécutif. En effet, le taux moyen pondéré hebdomadaire est passé de 3,29% au deuxième trimestre à 3,40% au troisième trimestre, comparé à un niveau de 3,26% enregistré au cours du premier trimestre 2010. Par contre, le taux moyen pondéré sur le guichet des adjudications à un mois a enregistré une baisse, en se situant à 3,40% en moyenne au cours du troisième trimestre contre 3,69% au trimestre précédent. Sur ce guichet, le volume mensuel injecté est ressorti quasiment stable, autour de 75 milliards.

Parallèlement au taux d'intérêt des appels d'offres à une semaine, le taux sur le marché interbancaire à une semaine s'est également accru. En effet, bien que globalement à l'intérieur du corridor constitué par le taux de la pension et le taux minimum de soumission aux appels d'offres, le taux interbancaire à une semaine a atteint 4,04% en moyenne au cours du troisième trimestre 2010, contre une moyenne de 3,74% au cours du deuxième trimestre. Dans son sillage, le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, s'est accru de 4 points base.



L'accroissement de la demande de liquidité, à travers notamment la présence plus active des Etats sur le marché, semble expliquer, en partie, cette pression sur le marché monétaire. En effet, le montant cumulé des bons émis par les Trésors publics au cours du troisième trimestre s'est établi à 396,3 milliards au troisième trimestre 2010, contre 276,7 milliards au deuxième trimestre 2010 et 181,9 milliards au premier trimestre. Par rapport à la même période de l'année passée, les interventions des Etats sur le marché ont été multipliées par 2,2.

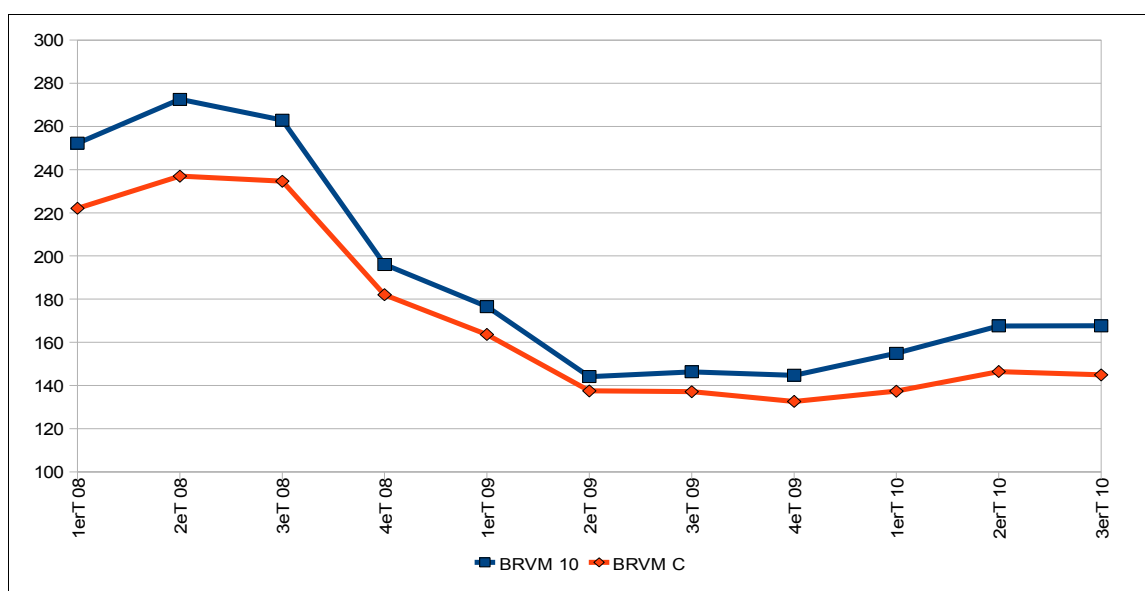
Le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires a diminué de moitié au cours des trois trimestres. Il a été ramené à 25,4 milliards en moyenne mensuelle au cours du troisième trimestre, contre 47,0 milliards au cours du trimestre précédent et 59,2 milliards au premier trimestre 2010. Cette contraction a concerné la plupart des compartiments du marché.

2.4.4 - Evolution du marché financier

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du troisième trimestre 2010, par une hausse des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché par rapport au trimestre précédent.

En effet, l'indice BRVM10 s'est apprécié de 14,6% pour se fixer à 167,7 points contre 167,6 points au deuxième trimestre 2010 et 146,3 points un an plus tôt. Pour sa part, l'indice BRVM composite a progressé de 5,7% à 144,8 points contre 146,5 points au deuxième trimestre 2010 et 137,1 points au troisième trimestre 2009.

Graphique 16 : Evolution trimestrielle de la BRVM



La capitalisation boursière du marché est ressortie à 3.489,5 milliards au cours du trimestre sous revue contre 3.365,1 milliards à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 3,7%. Cette progression de la capitalisation boursière est due essentiellement à

l'accroissement de 8,6% de la part du marché des actions, atténuée toutefois par une diminution de 5,6% de la capitalisation du marché obligataire.

L'analyse de la capitalisation boursière, en variation trimestrielle, indique un recul de 4,7% au troisième trimestre 2010 lié essentiellement à la baisse de 9,8% de la capitalisation du marché obligataire.

2.4.5 - Evolution des conditions monétaires

Assouplissement des conditions monétaires dans l'UEMOA : baisse du taux d'intérêt et de l'indice du TCEN.

Les conditions monétaires se sont assouplies de 0,25% au troisième trimestre 2010. Ce résultat est lié au repli de l'indice du taux de change effectif nominal de 6,67%, atténué par la hausse de 0,92 point de pourcentage, du taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un jour.

Le repli du taux de change effectif nominal de l'Union au troisième trimestre 2010 provient de la dépréciation de l'euro, monnaie ancre du FCFA, par rapport au dollar des Etats-Unis, et à l'égard des devises de la plupart des partenaires commerciaux.

La hausse du taux interbancaire reflète principalement les tensions sur ce marché, imprimées par les pressions sur la liquidité des banques, observées au cours du trimestre sous revue.

III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

3.1 – Principales hypothèses

Production céréalière de la campagne 2010/2011 en hausse.

La pluviométrie a été globalement satisfaisante au cours de l'année 2010. Selon les premières projections du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), les productions agricoles sont supérieures aux niveaux enregistrés l'an dernier et à la moyenne des deux dernières années dans tous les pays de l'Union, sauf au Bénin en raison des inondations notamment. Sur cette base, les prix des céréales locales dans l'Union devraient baisser au cours du dernier trimestre 2010, avec les récoltes qui seront effectives dans la plupart des pays.

80 dollars le baril de pétrole brut et l'euro à 1,32 dollar en moyenne pour 2010.

Le cours du baril de pétrole brut est ressorti en moyenne à 78,55 dollars à fin septembre 2010. Pour le reste de l'année, les prévisions tablent sur une légère remontée du cours du baril de pétrole brut, qui s'établirait à 80 dollars en moyenne en 2010 contre 63,35 dollars en 2009.

L'euro s'est échangé contre 1,30 dollar en septembre 2010. En tenant compte de l'orientation haussière de l'euro observée sur la période récente, le taux de change euro/dollar est projeté à 1,32 en 2010 contre 1,39 en 2009.

Probables tensions sur le prix du pain.

Les cours mondiaux des produits alimentaires se sont inscrits en hausse au troisième trimestre 2010. A fin septembre 2010, ils sont en hausse en glissement annuel de 19,7%. En particulier, les cours du blé ont progressé de 64,3%. Les prévisions tablent sur une relative stabilité des prix de la plupart des produits alimentaires importés à leurs niveaux actuels sur le reste de l'année 2010. Toutefois, la hausse sensible des cours internationaux du blé pourrait se traduire par un renchérissement du pain dans les pays de l'Union³.

La hausse du niveau général des prix en moyenne dans la Zone euro, principal partenaire commercial de l'Union, est prévue à 1,6% en 2010 contre 0,3% en 2009.

3.2 – Perspectives d'inflation et de compétitivité

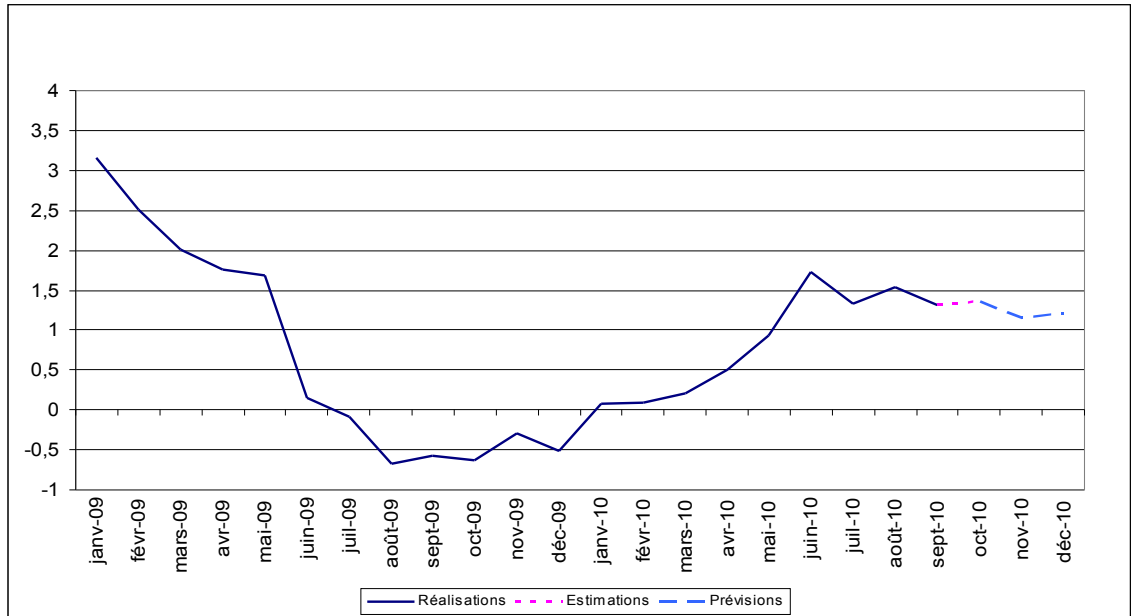
Légère baisse du taux d'inflation au quatrième 2010.

Sur la base des hypothèses retenues, le taux d'inflation en glissement annuel se situerait à 1,4% à fin octobre 2010, 1,2% à fin novembre et 1,2% à fin décembre 2010. Le renchérissement en rythme annuel des denrées alimentaires (tubercules, produits de la pêche, pain, etc.) et des produits pétroliers seraient les principales sources d'inflation.

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle dans l'UEMOA, s'établirait à 1,0% en 2010 contre une prévision de 1,1% effectuée en juin 2010 et une réalisation de 0,4% en 2009.

³ Une hausse du prix du pain de 16,7% a été enregistrée au Sénégal en octobre 2010.

Graphique 17 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA de janvier 2009 à décembre 2010



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique, BCEAO.

Gain de compétitivité de l'Union pour l'ensemble de l'année 2010

Sur l'ensemble de l'année 2010, l'Union enregistrerait un gain de compétitivité de 7,4%. Un gain de compétitivité est attendu pour tous les pays. Ces performances au niveau communautaire devraient permettre de résorber les pertes cumulées de compétitivité de 7,5% enregistrées au cours des trois dernières années.



ANNEXES

LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin septembre 2010

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI) et des cours de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours de pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 8 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire à fin septembre 2010

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties dans l'UMOA à fin août 2010

Tableau 10 : Taux débiteurs des banques entre janvier et septembre 2010

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Réalisations									
janvier-09	4,3	4,1	1,6	2,0	2,7	2,7	3,0	7,4	3,0
février-09	2,2	4,6	1,2	-0,5	3,6	2,5	1,4	5,4	2,2
mars-09	0,7	4,9	0,8	-1,2	2,4	1,4	1,0	6,3	1,8
avril-09	1,9	3,8	0,7	-3,2	2,8	1,3	0,0	5,9	1,5
mai-09	2,9	0,5	1,6	-2,5	3,3	2,2	-0,9	2,2	1,3
juin-09	0,0	-1,9	0,9	-1,6	1,2	1,5	-4,3	4,4	-0,1
juillet-09	0,7	0,2	0,0	-2,9	2,6	-1,7	-4,6	4,3	-0,4
août-09	-2,1	-0,9	-0,2	-3,0	1,6	-0,7	-4,7	2,4	-1,0
septembre-09	-0,7	-1,8	0,0	-3,9	2,1	-0,6	-5,0	2,4	-0,9
octobre-09	-1,4	-1,1	-0,4	-4,7	2,8	-1,1	-4,2	1,5	-1,0
novembre-09	-1,8	-0,7	0,1	-6,5	1,9	-0,3	-3,3	1,5	-0,7
décembre-09	-1,0	-0,3	-0,1	-4,8	1,5	-1,3	-4,5	1,5	-1,0
janvier-10	-0,2	0,3	-0,3	-1,0	1,7	0,2	-0,7	2,0	0,1
février-10	1,5	-0,1	-0,4	0,0	1,3	0,9	-0,6	2,3	0,2
mars-10	3,0	-0,5	0,3	0,5	2,0	-0,3	-0,7	2,0	0,5
avril-10	2,5	-0,5	1,9	1,4	0,1	0,3	-1,1	2,0	0,9
mai-10	1,3	0,0	0,9	1,2	1,1	1,4	-0,4	0,2	0,6
juin-10	4,7	0,7	1,8	1,3	2,1	1,6	1,3	0,8	1,7
juillet-10	0,4	-1,7	1,8	1,3	0,1	2,2	2,3	1,6	1,3
août-10	1,0	-1,1	2,0	3,2	1,2	1,2	2,2	1,5	1,5
septembre-10	1,6	-1,5	1,7	3,4	0,7	0,5	3,0	-0,3	1,3
Projections									
octobre-10	1,8	-2,0	2,2	4,5	0,5	0,5	1,7	0,7	1,4
novembre-10	2,1	-1,6	1,1	3,3	1,1	-0,4	2,0	1,8	1,2
décembre-10	2,8	-1,7	1,0	2,5	0,4	-0,9	2,5	2,5	1,2
Moyenne									
2008 (réalisations)	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7	7,4
2009 (réalisations)	0,4	0,9	0,5	-2,8	2,4	0,5	-2,2	3,7	0,4
2010 (projections)	1,9	-0,8	1,1	1,8	1,0	0,6	1,0	1,4	1,0

Source : BCEAO.

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin septembre 2010

(en points de pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1,4	0,5	1,4	1,8	1,2	0,0	2,9	-2,0	1,2
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,2	0,0	0,0	0,5	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Logement	0,2	0,3	0,3	0,0	-0,6	0,0	0,2	0,1	0,1
Ameublement	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Santé	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Transport	0,1	0,0	0,3	0,6	0,4	0,3	0,2	1,4	0,4
Communication	-0,1	-2,4	-0,4	0,0	-0,3	-0,4	-0,3	0,0	-0,5
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,2	0,1	0,2	0,1	0,0	1,0	0,1	0,2	0,2
Autres biens	-0,3	0,0	0,0	0,2	-0,3	-0,3	-0,1	-0,1	-0,1
Ensemble	1,6	-1,5	1,7	3,4	0,7	0,5	3,0	-0,3	1,3

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

	Niveau de l'inflation en glissement annuel (en %)					Différentiel d'inflation en point de % (+) = défavorable et (-) = favorable			
	Ghana	Nigeria	Zone euro	USA	UEMOA	(UEMOA)-(Zone euro)	(UEMOA)-(USA)	(UEMOA)-(Nigeria)	(UEMOA)-(Ghana)
sept.-09	18,4	10,4	-0,3	-1,3	-0,9	-0,6	0,4	-11,3	-19,3
oct.-09	18,0	11,6	-0,1	-0,2	-1,0	-0,9	-0,8	-12,6	-19,0
nov.-09	16,9	12,4	0,5	1,8	-0,7	-1,2	-2,5	-13,1	-17,6
déc.-09	16,0	12,0	0,9	2,7	-1,0	-1,9	-3,7	-13,0	-17,0
janv.-10	14,8	12,3	1,0	2,6	0,1	-0,9	-2,5	-12,2	-14,7
févr.-10	14,2	12,3	0,9	2,1	0,2	-0,7	-1,9	-12,1	-14,1
mars-10	13,3	11,8	1,4	2,3	0,5	-0,9	-1,8	-11,3	-12,8
avr.-10	11,7	12,5	1,5	2,2	0,9	-0,6	-1,3	-11,6	-10,7
mai-10	10,7	11,0	1,6	2,0	0,6	-1,0	-1,4	-10,4	-10,1
juin-10	9,5	10,3	1,4	1,1	1,7	0,3	0,6	-8,6	-7,8
juil.-10	9,5	13,0	1,7	1,2	1,3	-0,4	0,1	-11,7	-8,2
août-10	9,4	13,7	1,6	1,2	1,5	-0,1	0,3	-12,2	-7,9
sept.-10	9,4	13,6	1,8	1,1	1,3	-0,5	0,2	-12,3	-8,1

Sources : Instituts de Statistique, Banques Centrales.

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires*(glissement annuel en %)*

	Produits alimentaires	Blé	Arachide	Maïs	Riz	Lait	Sucre
septembre-09	-14,8	-19,5	-37,0	-35,6	-17,8	-5,9	16,7
octobre-09	1,9	-12,3	-31,9	-8,6	-9,3	13,0	26,9
novembre-09	12,0	-6,9	-17,8	4,5	0,5	15,3	37,7
décembre-09	16,6	-6,3	-6,1	4,1	10,0	18,0	48,8
janvier-10	10,2	-16,0	5,2	-3,4	-2,8	-3,7	38,7
février-10	10,8	-13,4	23,8	-0,9	-7,8	-5,4	35,8
mars-10	10,6	-17,3	33,3	-3,4	-13,6	-7,2	24,6
avril-10	8,5	-17,4	33,6	-6,6	-13,0	-11,9	15,1
mai-10	-0,8	-29,1	34,2	-9,2	-12,6	-25,1	2,8
juin-10	-4,6	-37,7	24,2	-14,6	-16,4	-28,9	3,6
juillet-10	5,0	-12,8	22,1	8,2	-24,4	-13,2	6,5
août-10	11,8	17,1	23,6	15,4	-15,5	-14,6	2,1
septembre-10	19,7	64,3	58,2	48,3	17,9	7,5	-17,2

Source : Fonds Monétaire International.

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA

(Prix moyens mensuels en FCFA par litre, sauf indications contraires)

	sept.-09	oct.-09	nov.-09	déc.-09	janv.-10	févr.-10	mars-10	avr.-10	mai-10	juin-10	juil.-10	août-10	sept.-10	sept 2010/sept 2009 (en %)
Bénin														
Essence super	440	428	425	445	445	465	465	505	505	505	505	505	490	11,4
Gazole	460	456	470	470	470	530	530	540	540	540	570	570	570	23,8
Burkina														
Essence super	665	665	665	665	642	642	642	642	642	642	642	667	682	2,6
Gazole	655	655	655	655	575	575	575	575	575	575	575	595	606	-7,5
Côte d'Ivoire														
Essence super	733	705	694	719	708	739	739	779	789	789	786	783	783	6,8
Gazole	589	571	571	593	593	615	615	630	615	615	615	615	615	4,4
Guinée-Bissau														
Essence super	617	622	615	610	610	614	617	617	617	675	678	670	670	8,6
Gazole	530	538	540	540	540	547	554	554	554	573	574	571	571	7,7
Mali														
Essence super	635	635	640	645	645	645	645	649	666	670	670	670	670	5,5
Gazole	545	545	550	555	555	555	555	560,33	583,5	590	590	590	590	8,3
Niger														
Essence super	476	476	476	476	476	476	476	476	476	476	506	506	506	6,3
Gazole	465	465	465	465	465	465	465	465	465	465	495	495	495	6,5
Sénégal														
Essence super	678	682	652	671	668	690	704	734	751	750	746	739	737	8,6
Gazole	544	548	536	550	552	574	582	607	631	637	641	635	632	16,1
Togo														
Essence super	505	505	505	505	505	505	505	505	505	535	580	580	580	14,9
Gazole	500	500	500	500	500	500	500	500	500	530	575	575	575	15,0

Source : BCEAO.

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI)

	Cours du pétrole en dollars		Cours du dollar en CFA		Cours du pétrole en FCFA		Cours de l'euro en dollar	
	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %
2008								
janvier	92,61	1,0	445,7	-1,0	41 275,0	0,0	1,472	1,0
février	95,20	2,8	444,8	-0,2	42 341,0	2,6	1,475	0,2
mars	104,31	9,6	422,5	-5,0	44 069,2	4,1	1,553	5,3
avr.	111,80	7,2	416,5	-1,4	46 559,9	5,7	1,575	1,4
mai	125,63	12,4	421,6	1,2	52 969,7	13,8	1,556	-1,2
juin	134,52	7,1	421,8	0,0	56 736,7	7,1	1,555	0,0
juil.	134,60	0,1	416,0	-1,4	55 989,0	-1,3	1,577	1,4
août	116,92	-13,1	438,0	5,3	51 213,7	-8,5	1,498	-5,0
sept.	103,03	-11,9	456,5	4,2	47 032,4	-8,2	1,437	-4,0
oct.	76,83	-25,4	492,4	7,9	37 829,1	-19,6	1,332	-7,3
nov.	58,09	-24,4	515,2	4,6	29 930,1	-20,9	1,273	-4,4
déc.	45,24	-22,8	487,7	-5,3	21 876,6	-26,9	1,345	5,6
Moyenne Janvier-déc	99,90	37,5	448,2	-6,5	43 985,2	26,8	1,471	7,3
2009								
janvier	46,32	3,3	495,5	1,6	22 948,6	4,9	1,324	-1,6
février	43,08	-7,0	513,1	3,6	22 100,9	-3,7	1,278	-3,4
mars	48,76	13,2	505,2	-1,5	24 634,1	11,5	1,298	1,6
avr.	52,13	6,9	497,0	-1,6	25 910,7	5,2	1,320	1,7
mai	60,43	15,6	481,2	-3,2	28 993,2	11,9	1,363	3,3
juin	70,47	17,0	468,0	-2,7	32 980,8	13,8	1,402	2,8
juillet	65,66	-6,8	465,6	-0,5	30 573,5	-7,3	1,409	0,5
août	72,57	10,5	459,7	-1,3	33 361,4	9,12	1,427	1,3
septembre	69,83	-3,8	450,5	-2,0	31 457,6	-5,71	1,456	2,1
octobre	76,29	9,2	442,7	-1,7	33 775,7	7,37	1,482	1,7
novembre	78,90	3,4	439,8	-0,7	34 701,2	2,74	1,491	0,7
décembre	76,00	-3,7	448,9	2,1	34 113,1	-1,69	1,461	-2,0
Moyenne Janvier-déc	63,37	-36,6	472,3	5,4	29 629,2	-32,6	1,393	-5,3
2010								
janvier	78,72	3,6	459,6	2,4	36 179,6	6,1	1,427	-2,3
février	76,73	-2,5	479,2	4,3	36 767,7	1,6	1,369	-4,1
mars	81,66	6,4	483,4	0,9	39 475,8	7,4	1,357	-0,9
avril	85,93	5,2	489,2	1,2	42 039,1	6,5	1,341	-1,2
mai	76,83	-10,6	522,0	6,7	40 109,1	-4,6	1,257	-6,3
juin	76,43	-0,5	537,3	2,9	41 065,4	2,4	1,221	-2,8
juillet	76,62	0,2	514,5	-4,2	39 421,9	-4,0	1,275	4,4
août	77,26	0,8	508,7	-1,1	39 303,5	-0,3	1,289	1,1
septembre	76,77	-0,6	502,0	-1,3	38 539,5	-1,9	1,307	1,3

Sources : BCEAO, Reuters.

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours du pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

(en pourcentage)

	Cours du pétrole en dollars	Cours du pétrole en FCFA	Cours de l'euro en dollar
2008			
janvier	66,6	47,1	13,2
février	58,2	40,2	12,8
mars	67,1	37,8	17,3
avr.	69,6	45,6	16,5
mai	93,7	68,3	15,1
juin	97,3	70,2	15,9
juil.	81,7	58,0	15,0
août	62,3	47,6	9,9
sept.	31,6	27,3	3,4
oct.	-9,2	-3,1	-6,4
nov.	-38,1	-28,6	-13,3
déc.	-51,1	-47,0	-7,7
Moyenne 2008	37,5	26,8	7,3
2009			
janvier	-50,0	-44,4	-10,1
février	-54,8	-47,8	-13,3
mars	-53,3	-44,1	-16,4
avr.	-53,4	-44,3	-16,2
mai	-52,0	-45,3	-12,4
juin	-47,6	-41,9	-9,9
juillet	-51,2	-45,4	-10,7
août	-37,9	-34,9	-4,7
sept.	-32,2	-33,1	1,3
oct	-0,7	-10,7	11,2
nov	35,8	15,9	17,1
déc	68,0	55,9	8,7
Moyenne 2009	-36,6	-32,6	-5,3
2010			
janvier	70,0	57,7	7,8
février	78,1	66,4	7,1
mars	67,5	60,2	4,5
avril	64,8	62,2	1,6
mai	27,5	38,3	-7,8
juin	8,5	24,5	-12,9
juillet	16,7	28,9	-9,5
août	6,5	17,8	-9,6
septembre	9,9	22,5	-10,3

Sources : BCEAO, Reuters.

TABLEAU 8 : AGREGATS DE FINANCES PUBLIQUES ET INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE A FIN SEPT 2010

(En milliards de FCFA)

RUBRIQUES	BENIN	BURKINA	C. D'IVOIRE (2)	G. BISSAU	MALI	NIGER (2)	SENEGAL(1)	TOGO	UEMOA
RECETTES ET DONTS (en mrds)	449,1	112,1	1 699,6	42,3	673,2	266,2	1 029,1	237,8	4509,4
RECETTES TOTALES	438,1	46,4	1 611,0	36,0	590,6	225,2	943,7	222,3	4113,3
* Recettes fiscales	386,0	41,3	1 431,1	25,4	502,9	219,3	910,6	185,1	3701,7
dont recettes douanières	201,30	8,0	636,2		70,7	70,7	306,5	99,0	1392,4
* Recettes non fiscales	52,1	5,1	180,0	10,6	29,3	4,7	33,1	37,2	352,0
* Autres recettes		0,0			58,4	1,2			59,6
DONS	11,0	65,7	88,6	6,3	82,6	41,0	85,4	15,5	396,1
DEPENSES ET PRÊTS NETS	543,4	80,8	1 786,4	36,7	731,9	349,1	1 231,2	243,9	5003,4
DEPENSES TOTALES	523,8	82,0	1 738,6	36,7	729,4	349,1	1 231,2	241,9	4932,7
DEPENSES COURANTES	400,8	36,9	1 419,3	36,1	403,2	185,7	731,8	165,8	3 379,6
* Masse salariale	185,6	17,3	564,5	19,4	170,5	85,6	291,5	59,3	1 393,7
* Intérêts sur la dette	9,7	4,2	120,3	1,3	9,3	3,6	41,1	10,3	199,7
* Transfert et subventions	173,9	9,0	214,9	6,0	91,1	56,4		53,8	605,1
DEPENSES EN CAPITAL	123,0	45,1	208,0	0,4	267,8	163,4	499,4	76,1	1 383,2
dont investissement sur ressources internes	202,8	25,4	149,7	0,4	79,2	80,8	333,0	24,6	895,9
AUTRES DEPENSES		0,0	111,3	0,2	58,4	0,0		0,0	169,9
PRÊTS NETS	19,6	-1,2	47,8		2,5	0,0	0,0	2,0	70,7
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	-155,8	-11,7	162,3	0,8	117,5	-37,7	-80,0	42,2	37,6
Solde Global des entités non financières du secteur public									
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(dons compris)	-94,3	31,3	-86,8	5,6	-58,7	-82,8	-202,1	-6,1	-493,9
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(hors dons)	-105,3	-34,4	-175,4	-0,7	-141,3	-123,9	-287,5	-21,6	-890,0
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	-165,5	-15,9	42,1	-0,5	108,2	-41,3	-121,1	31,9	-162,1
SOLDE GLOBAL (base caisse)(dons compris)	-132,7	29,3	-85,3	-6,5	-189,6	-94,6	-202,1	-30,2	-711,7
INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE									
* Masse salariale/recettes fiscales	48,1%	41,9%	39,4%	76,4%	33,9%	39,0%	32,0%	32,0%	37,7%
* Variation nette des arriérés intérieurs	-14,6	-5,0	1,5	-12,1	-1,8	0,0	0,0	-24,4	-56,4
* Variation nette des arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-11,8	0,0	0,3	-11,5
* Invest. sur ress. intér./recettes fiscales	52,5%	61,3%	10,5%	1,6%	15,7%	36,8%	36,6%	13,3%	24,2%
* Solde primaire de base/recettes fiscales	-40,4%	-28,3%	11,3%	3,1%	23,4%	-17,2%	-8,8%	22,8%	1,0%

SOURCES : SERVICES NATIONAUX.

16/11/10 10:44

(1) Les données à fin septembre 2010 du TOFE du Sénégal sont issues de la note mensuelle de conjoncture n°45 de la DPEE

(2) Les données à fin septembre 2010 du TOFE de la Côte d'Ivoire et du Niger ont été estimées

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire dans l'UMOA et de ses contreparties au troisième trimestre 2010

	Stock				aout 2010	Variation trimestrielle (%)			Glissement annuel (%)		
	aout 09	décembre 09	mars 10	juin 10		1 ^{er} T 2010	2 ^{ème} T 2010	3 ^{ème} T 2010 (*)	1 ^{er} T 2010	2 ^{ème} T 2010	3 ^{ème} T 2010 (*)
Masse monétaire	9 498 212,0	10 653 338,5	10 568 442,3	11 210 115,8	11 294 287,3	-0,8	6,1	0,8	13,9	18,0	18,9
Disponibilité monétaire	6 143 943,7	7 019 580,8	6 939 295,1	7 282 670,3	7 199 176,7	-1,1	4,9	-1,1	13,5	17,5	17,2
Circulation fiduciaire	2 504 797,5	3 118 247,7	2 967 070,8	2 992 323,3	2 934 209,8	-4,8	0,9	-1,9	11,6	16,2	17,1
Dépôts en CCP	50 560,9	59 927,1	58 849,5	46 809,2	46 117,0	-1,8	-20,5	-1,5	26,9	-13,0	-8,8
Dépôt en CNE	55 794,3	59 040,6	59 040,6	63 319,6	67 744,1	0,0	7,2	7,0	7,5	13,5	21,4
Dépôts en vue en banque	3 532 791,0	3 782 365,4	3 854 334,2	4 180 218,2	4 151 105,8	1,9	8,5	-0,7	14,9	19,0	17,5
SODE-EPIC	408 411,0	470 595,4	421 626,3	533 882,6	473 976,5	-10,4	26,6	-11,2	-4,8	25,4	16,1
Particuliers et entreprises privées	3 124 380,0	3 311 770,0	3 432 707,9	3 646 335,6	3 677 129,3	3,7	6,2	0,8	17,9	18,2	17,7
Dépôts à terme en banque	3 354 268,3	3 633 757,7	3 629 147,2	3 927 445,5	4 095 110,6	-0,1	8,2	4,3	14,8	18,9	22,1
SODE-EPIC	257 922,0	278 048,0	289 837,0	321 548,0	314 787,0	4,2	10,9	-2,1	22,5	33,9	22,0
Particuliers et entreprises privées	3 096 346,3	3 355 709,7	3 339 310,2	3 605 897,5	3 780 323,6	-0,5	8,0	4,8	14,2	17,8	22,1
dont comptes à régime spécial	1 491 670,0	1 558 270,0	1 535 729,0	1 659 494,0	1 734 313,0	-1,4	8,1	4,5	9,1	14,4	16,3
Autres postes nets	1 557 973,8	1 895 664,4	1 959 719,8	1 764 619,8	1 874 037,4	3,4	-10,0	6,2	17,6	11,7	20,3
Passif	11 056 185,8	12 549 002,9	12 528 162,1	12 974 735,6	13 168 324,7	-0,2	3,6	1,5	14,5	17,1	19,1
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE											
Avoirs Extérieurs Nets	4 605 847,1	5 297 163,6	5 250 758,5	5 460 996,4	5 336 944,1	-0,9	4,0	-2,3	13,3	19,9	15,9
Banque Centrale	4 637 927,5	5 171 836,5	5 074 591,8	5 328 597,0	5 340 184,3	-1,9	5,0	0,2	10,0	15,8	15,1
Banques	-32 080,4	125 327,1	176 166,7	132 399,4	-3 240,2	40,6	-24,8	-102,4	641,9	-382,1	-89,9
Crédit intérieur	6 450 338,7	7 251 839,3	7 277 403,6	7 513 739,2	7 831 380,6	0,4	3,2	4,2	15,4	15,2	21,4
Position Nette du Gouvernement	710 042,7	1 136 048,0	1 498 261,3	1 465 157,0	1 618 397,9	31,9	-2,2	10,5	113,3	71,7	127,9
Crédit à l'économie	5 740 296,0	6 115 791,3	5 779 142,3	6 048 582,2	6 212 982,7	-5,5	4,7	2,7	3,1	6,7	8,2
Court terme	3 421 810,1	3 618 489,3	3 349 775,3	3 484 912,2	3 531 140,7	-7,4	4,0	1,3	-1,6	2,2	3,2
dont crédit de campagne	134 211,6	143 894,0	146 156,1	142 825,0	95 474,9	1,6	-2,3	-33,2	-7,4	-12,9	-28,9
Moyen et long terme	2 318 485,9	2 497 302,0	2 429 367,0	2 563 670,0	2 681 842,0	-2,7	5,5	4,6	10,4	13,5	15,7
PM : Refinancement BCEAO	238 888,0	334 816,0	247 137,0	210 182,3	202 304,0	-26,2	-15,0	-3,7	-21,0	-10,4	-15,3
Actif	11 056 185,8	12 549 002,9	12 528 162,1	12 974 735,6	13 168 324,7	-0,2	3,6	1,5	14,5	17,1	19,1

Source : BCEAO

(*) août comparé à juin 2010

(**) glissement à fin août 2010

TABLEAU 10 : TAUX DEBITEURS DES BANQUES ENTRE JANVIER ET SEPTEMBRE 2010

	Moy. 08	Moy.09	janv.-10	févr.-10	mars-10	avr.-10	mai-10	juin-10	juil.-10	août-10	sept.-10*
Crédits bancaires mis en place											
- Volume (en milliards de FCFA)	382,3	421,9	394,8	414,4	515,6	423,9	442,0	463,7	457,3	449,8	495,8
Court terme	285,9	317,3	296,4	308,4	382,8	320,7	337,2	338,1	357,5	331,5	356,7
Moyen et long terme	96,4	104,7	98,3	106,1	132,8	103,2	104,7	125,6	99,8	118,3	139,1
Secteur public	21,7	34,3	19,7	12,1	32,8	10,0	19,1	24,1	19,7	11,8	48,2
Secteur privé	360,6	387,6	375,0	402,4	482,8	413,9	422,9	439,6	437,6	438,0	447,6
(A) - Taux d'intérêt moyen (%)	8,09	8,59	8,41	8,31	8,63	8,25	8,06	8,37	8,49	8,57	8,51
(Hors personnel de banque)	8,14	8,62	8,43	8,34	8,66	8,28	8,08	8,42	8,52	8,62	8,56
Court terme	7,49	8,07	7,91	7,83	8,24	7,49	7,41	7,65	7,96	8,02	8,03
Moyen et long terme	9,92	10,19	9,92	9,75	10,01	10,58	10,17	10,34	10,20	10,19	9,83
Secteur public	7,28	7,96	8,46	8,14	8,93	5,00	6,65	9,74	7,42	7,68	7,84
Secteur privé	8,18	8,66	8,41	8,33	8,63	8,34	8,13	8,33	8,56	8,64	8,62
- Durée moyenne des crédits (mois)	18,4	17,3	16,3	17,0	17,8	16,7	17,9	20,1	16,2	19,0	20,6
Nouveaux dépôts bancaires											
- Volume (en milliards de FCFA)	286,4	313,3	338,7	330,9	384,0	323,5	315,4	389,0	402,3	399,6	412,35
Court terme	210,1	222,8	269,9	259,1	313,6	243,1	256,4	264,1	310,4	304,2	277,29
Autres dépôts	76,4	90,4	68,8	71,8	70,4	80,5	58,9	124,9	91,9	95,4	135,06
Secteur public	55,5	75,1	81,4	53,4	84,7	61,1	80,2	88,2	73,1	76,7	91,59
Secteur privé	231,0	238,2	257,3	277,5	299,3	262,4	235,1	300,8	329,2	322,8	320,76
(B) - Taux d'intérêt moyen (%)	4,98	4,98	5,27	5,12	5,14	5,07	5,14	5,19	4,95	5,24	5,30
Court terme	4,99	4,95	5,15	5,00	5,00	4,86	5,04	5,11	4,92	5,22	5,30
Secteur public	5,03	5,02	5,50	4,95	5,01	4,96	5,35	4,88	5,29	5,29	4,96
Secteur privé	5,08	5,08	5,19	5,12	5,11	5,11	5,04	5,25	4,87	5,24	5,44
- Durée moyenne des dépôts (mois)	19,8	27,0	16,9	18,1	12,7	20,9	13,1	29,7	20,0	18,0	33,4
(A-B) Marge moyenne d'intérêt (%)	3,1	3,6	3,1	3,2	3,5	3,2	2,9	3,2	3,5	3,3	3,2

* : données provisoires



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int